

Urgence climatique. Aux actes, citoyens !



Le pôle écolo (environnement, climat, cause animal) le 3 octobre 2019

Les océans recouvrent 70 % de notre planète et sont notre patrimoine commun. Pourtant, selon le rapport spécial du GIEC sur les océans et la cryosphère¹ publié le 25 septembre à Monaco, le niveau de la mer pourrait augmenter d'un mètre d'ici 2100, l'eau douce devenir extrêmement rare, les réserves de poissons pourraient décliner, les dégâts causés par les cyclones se multiplier. 280 millions de personnes pourraient être obligées de se déplacer, si rien n'est fait pour donner un grand coup de frein aux émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les scénarios des scientifiques réunis au sein du GIEC font froid dans le dos. La fonte des glaciers provoquée par le dérèglement climatique risque de causer des inondations catastrophiques dans les villes et territoires littoraux sur lesquels vit pourtant 1/3 de l'humanité. Selon le GIEC, les glaciers de basse altitude du monde entier pourraient perdre jusqu'à 80 % de leur volume d'ici 2100, risquant alors de créer des pénuries en eau potable auprès d'une population de près de deux milliards de personnes. Même dans les scénarios optimistes, l'augmentation prévisible de la fréquence des cyclones, obligera de nombreuses populations côtières à migrer vers des territoires plus vivables. Par ailleurs, ce seront les pays les plus pauvres qui subiront les dégâts les plus importants !

¹ (Banquise, glaciers, calottes polaires et sols gelés en permanence)

Les océans jouant un rôle régulateur en assimilant près d'un quart des émissions de GES produits par les humains sur les quatre dernières décennies, sont devenus plus acides, plus chauds, moins salés et moins oxygénés. Il existe déjà 450 zones maritimes mortes ! Ceci pourrait causer une mortalité accrue chez certaines espèces de poissons, avec des impacts évidents sur la sécurité alimentaire mondiale. Les récifs coralliens sont menacés de disparition. Près de 75 % du corail mondial pourrait disparaître avec un réchauffement à 1,5 degré. Or 500 millions d'habitants dépendent de ces écosystèmes. De plus, de nombreuses espèces sont déjà en train de migrer. L'incidence sur la biodiversité est énorme : sur l'ensemble du globe, c'est près de 20 % de la biodiversité des océans qui pourrait disparaître.

Le rapport prévoit en outre qu'une grande part du permafrost, couche du sol antérieurement gelée en permanence, fonde d'ici 2100 libérant une « bombe carbone » faite de dioxyde de carbone (CO₂) et de méthane (CH₄), accélérant encore le dérèglement climatique.

Inondations, cyclones, effondrement de la vie des océans, face à ces annonces catastrophiques, que proposent les pays les plus émetteurs des GES ?

Les techno-optimistes pensent qu'on pourra encore inventer des solutions techniques miraculeuses. Trump souhaite toujours que les États-Unis quittent l'Accord de Paris. Bolsonaro continue à brûler la forêt amazonienne pour la remplacer par de l'agriculture intensive. L'Inde poursuit l'accroissement de ses capacités charbonnières. L'Union Européenne rechigne de s'engager dans un « objectif de neutralité » carbone à atteindre pour 2050. Et pendant ce temps-là, les émissions de GES, contrairement aux engagements pris à Paris en 2015, continuent à augmenter...

La France de Macron, de son côté, se pose en leader, mais ne respecte pas non plus ses engagements de la COP 21, ni sa stratégie bas carbone. Citons par exemple le renforcement du tout camion (suppression de la ligne Perpignan Rungis) qui va à l'encontre d'une politique de baisse des GES. Le pays est désormais attaqué en justice par des ONG pour son inaction climatique !

Génération-s dénonce l'absence criminelle de volonté des dirigeants des plus grandes puissances mondiales pour s'engager dans le processus de lutte pour le climat. Le décalage entre les discours de notre gouvernement et les actes mis en œuvre est insupportable.

La maison brûle toujours plus et nous regardons toujours ailleurs.

Nous appelons le gouvernement français et les dirigeants des pays les plus émetteurs de GES à déclarer l'état d'urgence climatique ! Les 4 millions de personnes jeunes et moins jeunes, dans la rue récemment, nous le rappellent avec force : Il faut agir maintenant !

Il est nécessaire de changer radicalement de politique énergétique et mettre en place de nouveaux modes de production, de manière à réduire drastiquement les émissions

de GES pour ralentir les phénomènes en cours et rester sous la barre des +1,5°C. Nous devons changer notre modèle agricole, fortement émetteur de GES, rééquilibrer les rapports économiques entre pays développés et en développement et lutter contre la surpêche et les pollutions marines.

Tout projet devra être mesuré en fonction d'un « budget environnemental », prenant en compte les limites planétaires, les conséquences sur l'environnement, sur la biodiversité, sur le cadre de vie et la santé.

Cet effort devra être collectif et réparti équitablement en fonction des responsabilités. Les pays occidentaux doivent agir avec plus de force et encadrer, par des lois contraignantes, les entreprises et les pratiques les plus polluantes.

Il est également nécessaire d'adapter les territoires, dès aujourd'hui, aux dérèglements à venir afin de les rendre résilients : anticiper les canicules, les sécheresses, les inondations à venir dans les projets de territoire et d'aménagement.

Mais pour beaucoup de territoires, les actions à mener aujourd'hui et demain arriveront sans doute trop tard. **Notre responsabilité collective exige d'accueillir dignement les habitants qui perdent leur domicile ou leur source de revenus, les réfugiés climatiques.**

À tout échelon territorial peuvent être prises des mesures en faveur du climat.

De nombreuses actions peuvent être menées à l'échelle municipale ou intercommunale en matière de solidarité, d'énergie, de mobilité, d'économie des ressources, d'alimentation durable, de gestion publique des communs...

Nous appelons par exemple :

- À stopper toute nouvelle artificialisation des sols et notamment le projet du Triangle d'or.
- À renaturer les sols, à replanter nos villes, partout où c'est possible.
- À engager des politiques ambitieuses pour les transports en commun, à viser leur gratuité et à favoriser les mobilités actives.
- À mener une politique ambitieuse pour isoler le bâti ancien, "les passoirs énergétiques".

Dans de nombreux secteurs, la sobriété aura des conséquences bénéfiques sur le coût des transports, du logement, du chauffage, sur la santé et l'environnement.

À titre d'exemple, l'usage du vélo, quand il remplace celui d'une voiture, fait des économies à la fois aux ménages et à la communauté d'une manière globale. La pratique du vélo a des effets positifs sur la santé des cyclistes, mais aussi sur celle des autres usagers de l'espace public puisqu'il améliore la qualité de l'air et réduit les nuisances sonores, mais aussi l'accidentologie. Les effets cumulés réduisent fortement les coûts de santé, bénéficiant alors au système de solidarité nationale.

Un autre exemple : la sobriété foncière. La réduction de la consommation des sols agricoles et naturels, voir la renaturation de sols artificialisés, permet de préserver ou

d'améliorer le fonctionnement biologique et hydrologique de ces sols. Il en résulte une meilleure capacité de captation du CO², une meilleure prévention des risques d'inondation, une meilleure gestion de la ressource en eau, un meilleur climat urbain. L'ensemble de ces conséquences devant faire réaliser des économies à la communauté, nous pensons que les coûts supportés dans un premier temps (aménagement des pistes cyclables, renaturation des sols, isolation du bâti...), mais aussi les bénéfices à long terme de ces actions doivent être répartis de manière à équilibrer les inégalités sociales et territoriales existantes !

Nous appelons les citoyens à rester mobilisés pour le climat. Tous nos comités locaux proposeront des mesures fortes pour les municipales. Tous les militants de Génération-s vont travailler avec les acteurs locaux sur des propositions locales participant à respecter le scénario de 1,5° du GIEC et à les partager sur l'espace Idées !

Nous serons de tous les combats et de toutes les manifestations pour le climat, rejoignez-nous.

Aux Actes citoyens !